

Les secrets de la reprise portugaise

Les indicateurs sont au vert. Au prix d'une cure d'austérité, la compétitivité a été restaurée.

ANNE CHEYVIALLE @AnneCheyvalle
ENVOYÉE SPÉCIALE À LISBONNE

EUROPE La sortie du plan de sauvetage prévue officiellement le 17 mai prochain s'annonce sous de meilleurs auspices pour le Portugal à mesure que la reprise économique se confirme. Preuve en est, le succès la semaine dernière d'une émission obligataire sur dix ans de 3 milliards d'euros, souscrite à plus de 9 milliards avec un taux en baisse à 5 %.

Avec cette opération, Lisbonne couvre ses besoins de financement sur 2014. Impensable il y a encore quelques mois, les économistes n'excluent plus une sortie « à l'irlandaise », c'est-à-dire sans ligne

de précaution du mécanisme européen de stabilité (MES). Les indicateurs clés sont au vert. Le pays a renoué avec la croissance depuis le deuxième trimestre 2013 et si, sur l'ensemble de l'année, le PIB a reculé de 1,4 %, le regain de 0,5 % au dernier trimestre est encourageant.

La production industrielle est re-partie. Et le déficit commercial a été réduit de 15 % l'an dernier. « Pour la première fois, la balance des paiements est excédentaire alors que le pays a longtemps affiché un déficit structurel, et le solde primaire - hors charge de la dette - est quasi à l'équilibre », note Pierre Deboutreau, directeur à Lisbonne de la société de conseil Eurogroup. Les exportations de biens et de service ont bondi de 24 % en trois ans. « Le

Portugal a enregistré une des plus fortes hausses de l'Union européenne, témoigne Carlos Moedas, secrétaire d'État auprès du premier ministre. Les entreprises portugaises ont su se diversifier et gagner des parts de marché hors de l'UE. » La part des exportations dans le PIB est passée de 28 à 41 % en cinq ans, et les 55 % sont visés pour 2015. Les indicateurs de confiance sont au plus haut depuis 2008.

Baisses de salaires

Autre signal très positif, la courbe du chômage est inversée depuis un an : le taux a reculé de 17,6 % à 15,4 %. La recette de la réussite portugaise se résume en un mot : la compétitivité. C'est d'autant plus remarquable qu'elle a fait cruellement défaut cette dernière décennie. Carlos Moedas loue « les réformes structurelles mises en place, notamment sur le marché du travail qui ont apporté plus de flexibilité ». Laquelle, couplée à la baisse des

coûts, conséquence de l'austérité et de la crise, attire les entreprises étrangères. Le gouvernement cherche par tous les moyens à attirer les investissements. Les « Golden Visas » (lire ci contre) illustrent cette stratégie. Il vise un autre secteur porteur, le tourisme, fort des nombreux atouts du pays, avec les retraités européens pour cible privilégiée.

L'ombre au tableau vient de la demande interne. Durement impactés par les sévères mesures d'économie, les Portugais tardent à récolter les fruits de la reprise. Leur quotidien, marqué par les hausses d'impôts, les baisses de salaires, les coupes sociales et le chômage, reste difficile. Si les créations d'entreprises sont bien réparties, notamment dans l'agriculture, l'accès au crédit est toujours un frein majeur. « Les banques sont très frileuses, exigent des garanties insensées en cash », témoigne une avocate à Lisbonne. ■

Les chiffres (de la croissance) montrent que nous avons dépassé toutes les attentes

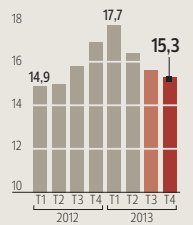
PEDRO PASSOS COELHO, PREMIER MINISTRE PORTUGAIS
J.-M. RIBEIRO / REUTERS



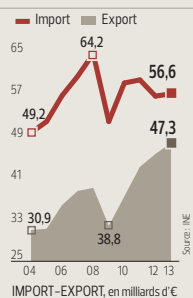
VISAS EN OR

Depuis leur lancement en 2012, les « visas en or » ont permis de récolter 400 millions d'euros. Sur 542 visas, 433 ont été accordés à des Chinois. Pour obtenir ce sésame, il faut investir 500 000 euros minimum dans l'immobilier ou 1 million dans une entreprise. Plus de 90 % des fonds vont dans la pierre. Cela a dopé le marché - et les prix - des résidences hôtelières. Un exemple : la société Habitat Invest, qui développe la marque Five Stars, a vendu l'an dernier 70 appartements à Lisbonne, contre 10 en 2012 et 20 sur le seul mois de janvier 2014.

GRAPHIQUE



TAUX DE CHÔMAGE, en % de la population active



La plage d'Albufeira, dans l'Algarve.



1 La baisse des coûts attire les entreprises étrangères

Pour Altran, leader mondial du conseil en innovation et ingénierie technique, le critère clé est le nombre de jours facturés au client. « Aujourd'hui, c'est net, le Portugal est le pays le plus compétitif en salaire dans la zone euro. Un ingénieur portugais coûte moitié moins cher qu'en Espagne et le tiers du prix d'un Français », explique son PDG, Philippe Salle. Même si la qualité des ingénieurs n'est pas 100 % équivalente à la France et l'Allemagne, qui sont encore les meilleurs du monde, ajoute-t-il, les Portugais ont un très bon niveau et ils parlent très bien anglais et français.

Le regain de compétitivité est un effet de la politique d'austérité menée depuis trois ans par le gouvernement sous la pression de la troïka (UE, BCE, FMI). En supprimant des jours de congés et des semaines de vacances, le pays a gagné en productivité. Avec la crise et la hausse du chômage, les salaires ont également baissé. Altran, présent depuis dix ans au Portugal, a fait passer en un an ses effectifs de 300 à 400 personnes. « Et on peut arriver sans problème à 1 000 », ajoute Philippe Salle, dont une grande majorité d'ingénieurs.

Altran délocalise aussi certaines activités, notamment dans les télécoms, pour servir la Grande-Bretagne, l'Espagne et la France.

« On propose des baisses de coût de 20 à 30 % à nos clients en étant au Portugal. La France a déjà perdu la bataille de la production. Elle risque de perdre la bataille de la R&D ! » alerte le PDG français.

Moins cher qu'un Brésilien

Si Technip, spécialiste de l'ingénierie pétrolière, a aussi fait le pari du Portugal, c'est pour la langue lusophone et la grande disponibilité de main-d'œuvre. La stratégie au départ était de répondre aux besoins du marché brésilien, premier pays client du groupe. « Nous n'arrivons pas à trouver suffisamment de main-d'œuvre qualifiée au Brésil face à la très forte croissance, explique le DRH du groupe, Thierry Parmentier. Un cadre brésilien coûte cher, aussi cher qu'en France. Au Portugal, on trouve des personnes très bien formées, disponibles de suite, très motivées. Les premières annonces reçoivent 1 000 candidatures. »

Le centre d'opération, installé fin novembre à Lisbonne, compte aujourd'hui 150 ingénieurs et va passer cette année à près de 200. Surtout, le centre est devenu une plate-forme pour les opérations en Afrique, Angola et Mozambique et même en Europe du Nord, à Aberdeen. « J'en suis tellement fier que le comité Europe, qui se réunit deux fois par an, se tiendra en mai à Lisbonne », se félicite le DRH. ■ A.C.



Technip a fait le pari du Portugal pour la langue lusophone et la grande disponibilité de main-d'œuvre. DR

3 Un paradis fiscal pour les retraités européens

Pour couler une retraite dorée, Jean-Baptiste, 67 ans, a choisi le sud du Portugal. Ce Français, ancien ingénieur, vient d'acheter une grande maison à Loulé, petite ville typique nichée sur les collines de l'Algarve. 270 m² habitables, piscine, grand jardin arboré de palmiers pour le prix attractif de 360 000 euros. « En prime, on a le soleil garanti, l'accueil chaleureux, la gastronomie, le coût de la vie très bon marché, la sécurité et des golfes superbes », vante le jeune retraité.

Cerise sur le gâteau, il ne paiera pas d'impôt pendant dix ans à condition de résider au minimum 183 jours dans le pays. S'il se défend d'avoir choisi le Portugal pour échapper à l'impôt, Jean-Baptiste reconnaît « un avantage non négligeable » compte tenu de son revenu annuel de 100 000 euros. L'exemption fiscale, décidée en mai par le gouvernement pour donner un coup de fouet à l'économie, suscite beaucoup d'intérêt. À Paris, la banque BCP Millennium, banque privée portugaise adossée aux Caisses d'épargne qui a conseillé Jean-Baptiste, reçoit des demandes d'information quotidiennement. « Nous proposons une offre intégrée de financement et de conseil fiscal et juridique », explique son directeur parisien Luis Branco. La banque dispose d'un parc immobilier important, des biens saisis pendant la crise. « C'est le moment d'investir !, insiste-t-il, avant que les prix ne remontent. »

De fait, l'immobilier, secteur sinistré depuis 2008, reprend des couleurs. Pascal Gonçalves, promoteur immobilier qui navigue entre Paris et Lisbonne, est tout sourire. Sa société « Maisons du Portugal » a plusieurs projets en cours dont un complexe de 31 maisons en Algarve et depuis

quelques mois les ventes se portent bien. Dernière en date, Olle Vougt a signé pour un appartement de cachet à Lisbonne de trois chambres avec terrasse pour 200 000 euros. Le Suédois de 71 ans, qui fut directeur d'Essilor pendant vingt-cinq ans à Stockholm, ne cache pas sa motivation première : réduire son taux d'imposition qui atteint presque 60 %. « Au départ, je visais Chypre ou le Portugal. J'ai renoncé à Chypre à cause de la crise et, après quelques séjours ici, j'ai été séduit par la qualité de vie », se réjouit le passionné de golf qui espère transférer sa pension rapidement et s'installer avant l'été.

Les Français, cibles de choix

Le gouvernement entend miser sur les atouts du pays : un potentiel touristique indéfectible et une infrastructure de qualité, y compris des services, notamment de santé. « Dans l'Algarve, nous en avons pour tous les goûts et tous les budgets », se félicite Rui Rocha, responsable local de Maisons du Portugal. Les Français sont particulièrement sensibles à notre patrimoine culturel et nos traditions. Le boom du tourisme résidentiel pourrait rapporter 1 milliard par an, estime le ministère du Tourisme, pour un secteur qui représente aujourd'hui 8 milliards de recettes annuelles. « C'est un bon moyen de lutter contre la saisonnalité, de contribuer à l'économie locale et soutenir l'immobilier », explicite Jean-Pierre Pinheiro, directeur de l'office du tourisme de Portugal à Paris. Avec un objectif ambitieux pour appuyer cette stratégie de développer le réseau de resorts de 6 000 à 60 000 d'ici dix ans. ■ A.C. (DANS L'ALGARVE)

2 Le retour à la terre subventionné par l'Europe

L'engouement pour la culture de myrtille est tel qu'on la surnomme fièvre azul, la fièvre bleue. Au Portugal, le retour à la terre s'est accéléré avec la crise. « Notre activité attire de plus en plus de jeunes diplômés, mais aussi des architectes ou des professeurs qui ont perdu leur emploi, explique Sofia Freitas, de l'AGIM, association pour la promotion des fruits rouges. La myrtille est un produit intéressant car rentable sur une petite surface, et la demande européenne est très forte. » Le gouvernement soutient d'autant plus la démarche - appuyé par les fonds de l'Union européenne - qu'elle améliore la balance commerciale.

Une « bourse de terres »

Pour opérer sa reconversion professionnelle au cœur de la crise, Manuela Marques, petit bout de femme de 38 ans qui travaillait à Lisbonne dans les télécoms, a investi 43 000 euros, financés aux trois quarts sur deniers publics et européens. Manuela n'a pas eu besoin d'acheter une terre, car comme beaucoup de Portugais, sa famille possédait un lopin laissé depuis longtemps à l'abandon. « Aujourd'hui, le pays veut renouer avec sa longue tradition agricole », explique Sofia Freitas. Fini, donc, la vie de citadine, Manuela vit dans une maison isolée près de Coimbra, à 200 kilomètres de la capitale. Misant sur l'innovation, elle est la

première productrice à planter en pot et non en terre. « Cela permet une meilleure productivité alors qu'on utilise moins d'eau », argumente-t-elle.

En 2013, deuxième année de cueillette, elle a produit sur son hectare et demi 18 tonnes de myrtilles, dont l'essentiel a été exporté. « Notre avantage, nous cueillons en juin et juillet quand la saison est finie en Espagne et avant qu'elle ne commence dans le nord de l'Europe, nos grands concurrents », complète Manuela. Pour autant, son activité ne sera pas rentable avant deux ou trois ans. « Je dois y arriver en cinq ans sinon je devrai rembourser l'Europe. Cela met la pression ! »

De 100 producteurs en 2008, leur nombre est passé à 700 aujourd'hui. Une entreprise de construction s'est aussi lancée sur le créneau, profitant d'une terre familiale de 22 hectares et de la main-d'œuvre disponible. L'accès à la terre reste un frein majeur, les transactions sont rares, les Portugais préférant conserver leurs lopins, même inexploités. Le gouvernement a lancé une « bourse de terres » qu'il propose en location à de nouveaux producteurs. ■ A.C.



Aujourd'hui, on compte 700 producteurs de myrtilles au Portugal. SEDNEVA/FOTOLIA/DR

